



POUR UN SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE DE QUALITÉ

Adresse postale : chez Didier Le Reste, 5 rue Paul Dukas
75012 Paris

Courriel : convergence.rail@hotmail.fr

Tél. (Didier Le Reste, président) : 06 08 03 91 82

Blog : <http://www.convergence-nationale-rail.fr/>

Paris, le 26 avril 2019

Monsieur François DE RUGY
Ministre d'État de la transition écologique et solidaire
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75700 Paris

Madame Élisabeth Borne
Ministre des Transports
Hôtel Le Play
40 rue du Bac
75007 Paris

Objet : Non à l'arrêt de l'Auto-Train et à la suppression

Du train de fret de PERPIGNAN à RUNGIS !

**Oui à la transition écologique par l'utilisation
et le développement du rail public !**

Madame La Ministre,
Monsieur Le Ministre,

Au moment où de plus en plus de voix s'élèvent pour exiger des décideurs politiques des actes concrets afin de lutter efficacement contre le réchauffement climatique et dans une période où la parole publique est sérieusement mise en cause, du fait de promesses non tenues et d'engagements reniés, la décision de la SNCF, entreprise publique placée sous votre responsabilité, de supprimer en juin prochain le dernier train de marchandises (primeurs, fruits...) de Perpignan à Rungis et d'arrêter fin 2019 le service Auto-Train, apparaît être comme de l'irresponsabilité et une véritable provocation !

La transition écologique est aujourd'hui un enjeu de société voire de civilisation. Cela dit, force est de constater qu'il y a plus qu'un grand écart entre les déclarations d'intentions, les ambitions affichées, les propos dithyrambiques tenus à propos de l'impérieuse nécessité de réussir la transition écologique et les actes posés.

Là où il conviendrait de favoriser les modes de transports les moins polluants, les plus sûrs, les plus économes en énergie comme le rail et le fluvial, on privilégie le mode routier qui est pourtant responsable de près de 30% d'émissions de gaz à effet de serre dont 90% pour les seuls camions !

Au moment où l'accidentologie routière repart à la hausse comme d'ailleurs les courbes d'émissions de gaz à effet de serre, allez-vous laisser sans réagir la SNCF supprimer le dernier train de fret qui achemine chaque jour entre Perpignan et Rungis 1400 tonnes de fruits et légumes !?

Supprimer ce train équivaldrait à jeter chaque jour 250 poids lourds supplémentaires sur les routes !

Est-ce là la mise en œuvre de la transition écologique dont parlait dans sa conférence de presse du 25/04/2019 le Président de la République ?

Doit-on évoquer avec ce dossier, l'incroyable gâchis d'argent public que consisterait l'arrêt du transports de fruits et légumes par train quand on constate que la plateforme de Perpignan-St-Charles qui a coûté près de 40 millions d'euros aux contribuables demeure à ce jour sous exploitée et que de l'autre côté le MIN de Rungis a fait lui l'objet de plus de 20 millions d'euros d'investissements en 2008/2009 par le Conseil départemental du Val de Marne pour moderniser la gare de Rungis.

Où est la cohérence des politiques publiques ?

Pour quelles raisons l'État qui est le seul actionnaire de la SNCF, entreprise publique, laisse cette dernière contracter l'offre ferroviaire, fermer à tour de bras les services de proximité (gares, guichets, boutiques...) et transférer sur la route de plus en plus de trafics voyageurs et marchandises ?

La décision de la SNCF d'arrêter définitivement le service Auto-Train fin 2019 après avoir organisé son affaiblissement, renforce les questions susvisées et interpelle directement votre responsabilité !

L'exemple de l'auto-train et les explications qu'avance la SNCF pour le supprimer est symptomatique d'une stratégie bien connue définie sous le vocable suivant :

« on fait maigrir le malade avant de le tuer ! ».

Comment la direction de la SNCF peut-elle invoquer le faible taux de remplissage des relations Auto-train et leur manque de rentabilité financière alors qu'elle n'a cessé ces dernières années d'organiser la diminution de leur fréquentation, la dégradation de leur attractivité guidées par des logiques essentiellement comptables et financières !?

N'a-t-elle pas supprimé en 2017 toutes les dessertes Auto-Train du Sud-Ouest après avoir fermé il y a quelques années le site auto-train de Seclin (Nord) en déclarant la main sur le cœur que c'était pour mieux développer ce service à partir de Paris ?

De plus, les dessertes maintenues se sont vues appliquer de sérieuses réductions de service (réduction horaires, diminution fréquences...)

Oui, Madame La Ministre, Monsieur Le Ministre, on est fondé d'affirmer que la SNCF organise elle-même l'affaiblissement des activités dont elle veut se séparer et ce au mépris des enjeux climatiques, environnementaux, de sécurité routière !!

Face à ces stratégies mortifères, que fait la puissance publique ? La question vous est posée avec beaucoup d'acuité !

Comme vous l'avez fait en 2018, lors de la réforme de la SNCF, contestée et contestable, en imposant des critères dans la gestion, l'organisation, le fonctionnement, la gouvernance du système ferroviaire français, nous vous demandons, Madame La Ministre, Monsieur Le Ministre, d'intervenir auprès de la

direction de la SNCF pour que soient maintenus le train fret Perpignan-Rungis et le service Auto-Train.

Mieux, il convient de mettre en adéquation les intentions avec les actes au regard des enjeux environnementaux, des engagements pris à cet égard, en mettant en œuvre une politique volontariste dotée de moyens appropriés de développement du Service Public ferroviaire, tant en matière de transport de voyageurs que de marchandises.

Dans l'attente de vos nouvelles, nous vous assurons, Madame La Ministre, Monsieur Le Ministre, de notre détermination et de notre vigilance active et nous vous prions d'agréer l'expression de notre haute considération.



Le bureau de la Convergence Nationale Rail

Didier Le Reste, Président

Aurélien Djament, Vice-Président

Laurent Russeil, Secrétaire



Francis Portes, secrétaire adjoint

Vincent Jouille, Trésorier

